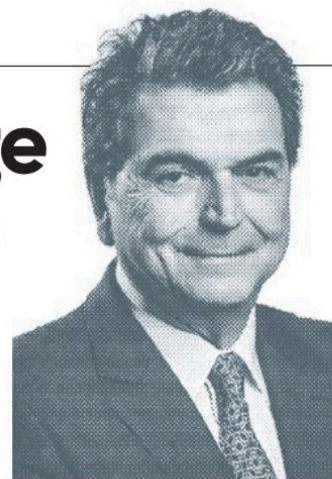


# Iran-Ukraine, l'engrenage

Pas sûr que la diplomatie ou la neutralité soient des options face au régime de Téhéran qui a décidé d'aller au bout de sa stratégie de la terre brûlée.



Par Pierre Lellouche

**D**ans mon dernier livre *Engrenages* (Odile Jacob), j'ai décrit comment la guerre d'Ukraine risquait de "métastaser" au Moyen-Orient au lendemain du pogrom du 7 Octobre, en raison de ses effets sur l'alliance militaire entre la Russie et l'Iran, et de ses conséquences sur le marché mondial de l'énergie, les deux pays, parmi les premiers producteurs d'hydrocarbures, étant tous deux placés sous sanctions. Avec la guerre aérienne déclenchée le 28 février par les États-Unis et Israël contre le régime de Téhéran, les deux fronts sont inextricablement liés et, malheureusement pour nous, l'Europe est en première ligne dans les deux cas, sans avoir les moyens de peser véritablement sur ces conflits.

Le lien le plus visible est militaire. Avant la guerre d'Iran, Téhéran soutenait généreusement Moscou en envoyant des drones Shahed 136. Aujourd'hui, les Russes renvoient l'ascenseur en livrant les mêmes drones, produits par eux à raison de 1000 exemplaires par jour, mais améliorés en termes de guidage, de charges explosives, de brouillage des défenses adverses et, surtout, de tactique opérationnelle (en essaim). Ils partagent également leur renseignement satellitaire sur les cibles dans la région, notamment américaines, rendant la monnaie de leur pièce aux Américains pour leur aide au ciblage des drones ukrainiens tirés contre le territoire russe. La livraison de missiles sol-air Verba est également prévue. Pour l'instant, les États-Unis laissent faire.

Sur le plan énergétique, l'engrenage est encore plus problématique, surtout pour l'Europe. Après l'invasion de l'Ukraine, elle avait renoncé au pétrole et au gaz russes, Hongrie et Slovaquie exceptées. Elle s'est donc tournée vers le gaz naturel liquéfié américain et qatari. Sauf que l'Iran a frappé les sites de production au Qatar, au Koweït et en Arabie saoudite. Beaucoup de ces installations sont fermées et nécessiteront plusieurs mois avant de redémarrer... après la fin des combats. D'ici là, l'augmentation des prix des hydrocarbures et la fermeture du détroit d'Ormuz auront entraîné des conséquences majeures sur nos économies et sur les populations européennes les plus vulnérables. Signe du chaos ambiant: les Européens arraisonnent des pétroliers "fantômes" russes, tandis que Washington lève les sanctions sur ce même pétrole pour calmer les marchés.

Mais pour les Européens, la seule guerre qui vaille est celle d'Ukraine, qu'ils sont désormais seuls à financer. L'Iran « n'est pas notre guerre », ont proclamé à l'unisson les dirigeants, de Merz à Macron en passant par Starmer et Mme Kallas, la "ministre des Affaires étrangères" de l'Union européenne. Une attitude incroyablement myope face au problème qui nous est posé. D'abord, l'administration Trump, qui n'a pas besoin des hydrocarbures du Golfe, se considère trahie par ses alliés, le clame haut et fort, et menace d'en tirer les conséquences s'agissant de l'Otan. Parmi les idées envisagées pour le prochain sommet, celle du *pay-for-play*. N'auraient le droit de vote que les États ayant atteint l'objectif de 5 % du PIB de dépenses militaires imposé par Trump. Aujourd'hui, seuls cinq pays nordiques et la Pologne sont au-dessus de 3 %. Ensuite, le Pentagone va envoyer dans le Golfe, en grand besoin de munitions et de moyens de défense sol-air, les systèmes d'armes prévus pour l'Ukraine (et déjà financés par les Européens à hauteur de 600 millions de dollars). Illustration: la Russie tire jusqu'à 1000 drones Shahed sur l'Ukraine en une seule journée... tandis que l'armée ukrainienne vient de signer un accord de coopération avec l'Arabie saoudite et le Qatar dans le domaine de la lutte antidrone...

**Difficile pour l'Europe de se prétendre neutre quand ses bases sont attaquées par l'Iran et que ses capitales sont à portée des missiles iraniens.**

Enfin, il est difficile pour l'Europe de se prétendre neutre quand ses bases sont attaquées par l'Iran, quand ce dernier prétend "privatiser" à son seul profit le détroit d'Ormuz, et quand il annonce vouloir quitter le traité sur la non-prolifération des armes nucléaires alors que les capitales européennes sont à portée de ses missiles. Les Émirats arabes unis, nos partenaires et alliés, parlent de créer en urgence une force maritime multinationale pour ouvrir le détroit, tandis que Sultan al-Jaber, ministre saoudien de l'Énergie, explique à la Maison-Blanche que l'Iran a pris Ormuz en otage et que tous les pays devront payer une rançon: à la pompe, à l'épicerie ou à la pharmacie. ●